

Guerre dévastatrice, résistance populaire : le peuple soudanais n'a pas dit son dernier mot.

حرب مدمرة، مقاومة شعبية: الشعب
السوداني لم يقل كلمته الأخيرة بعد.



© Alaa Satir

Comme chaque année, Sudfa Media vous propose une brochure revenant sur les événements marquants de l'année écoulée. Ces dernières années, le Soudan est traversé par une accélération historique des événements, d'une révolution populaire en 2018 à une guerre imposée depuis avril 2023, contre les aspirations de liberté et de justice du peuple soudanais.

Si le Soudan n'est pas le seul pays ravagé par la guerre, dans un contexte mondial marqué par la montée des fascismes et par des guerres impérialistes et néocolonialistes, il est l'un des rares conflits face auxquels le monde a largement choisi de détourner le regard. Ce silence est d'autant plus troublant que la situation a été qualifiée à plusieurs reprises par les Nations unies comme l'une des pires crises humanitaires contemporaines. Ce choix pose une question fondamentale : que reste-t-il de notre humanité et de la solidarité entre les peuples à l'heure des catastrophes majeures ? Les événements tragiques vécus à El Fasher en novembre 2025 semblent répondre cruellement à cette question, comme s'il fallait qu'une ville entière soit rasée et sa population massacrée pour que les consciences commencent enfin à s'éveiller.

L'année 2025 a été particulièrement éprouvante pour les Soudanais-es. Catastrophes naturelles liées au chan-

gement climatique, aggravation de la crise humanitaire, famine, déplacements massifs de populations, ingérences étrangères, atrocités de guerre, effondrement économique, et absence d'une vision politique crédible de la part de la classe politique soudanaise pour sortir le pays de cette crise, n'ont cessé de rendre la situation encore plus dramatique.

Dans ce contexte, que reste-t-il de la révolution soudanaise ? Cette mobilisation populaire exceptionnelle s'est traduite par des projets politiques tels que la "Charte du pouvoir du peuple" portée par les comités de résistance, ou encore la "vision révolutionnaire" proposée pour sortir de la guerre. Ces initiatives portent le même projet révolutionnaire incarné par le slogan "Liberté, Paix et Justice", qui continue d'inspirer le peuple soudanais. Trois ans après le début de la guerre, malgré une recomposition brutale de la scène politique, une large partie de la population est restée fidèle à l'esprit de la révolution, dans la diaspora ou au Soudan via des collectifs engagés pour améliorer le quotidien des populations. Le rôle central des "chambres d'urgence" sur le terrain en coordination avec la diaspora soudanaise a d'ailleurs été récompensé par plusieurs prix internationaux. Face à cette mobilisation révolutionnaire et humanitaire, la solidarité avec le peuple soudanais ne faiblit pas, et elle

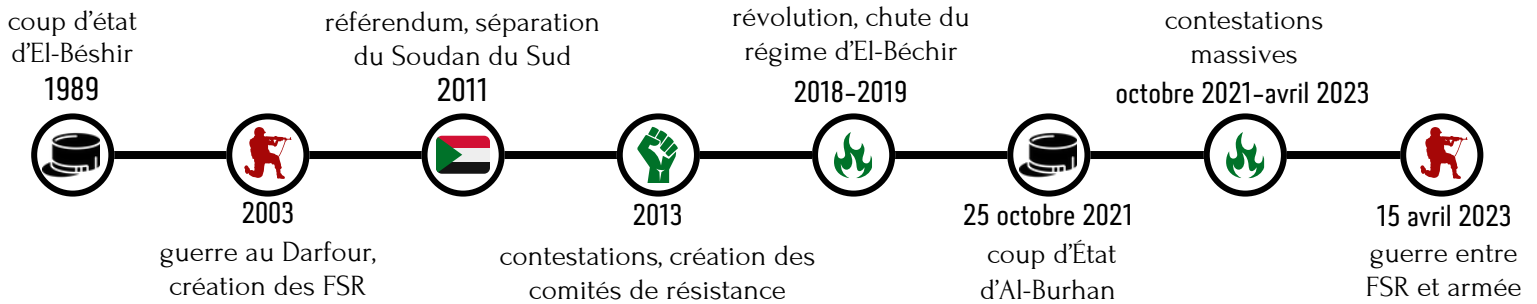
s'exprime à travers le monde entier.

Parler du Soudan aujourd'hui implique nécessairement d'interroger les responsabilités dans l'alimentation continue de ces violences. Celle de la communauté internationale, immobile face à la tragédie en cours. Celle des puissances étrangères dont les ingérences exposent la brutalité des impérialismes contemporain. Et celle des États qui ont transformé le Soudan en un théâtre de règlements de comptes géopolitiques.

Malgré la guerre, les Soudanais-es expriment leur liberté et leur résilience à travers une vie culturelle foisonnante. La qualification de l'équipe nationale soudanaise à la CAN a contribué à renforcer le sentiment d'unité. Les initiatives culturelles et créations portées par la diaspora soudanaise apparaissent aussi comme des espaces de préservation de la culture, des pratiques et des identités attaquées par la guerre et l'exil.

Sudfa Media propose ici une lecture qui ne se prétend pas neutre, mais au contraire, résolument engagée dans la continuité de la révolution soudanaise et nourrie d'enseignements politiques. Dans ce numéro, des voix soudanaises se croisent pour analyser la situation du pays avec engagement, rigueur et profondeur. Bonne lecture !

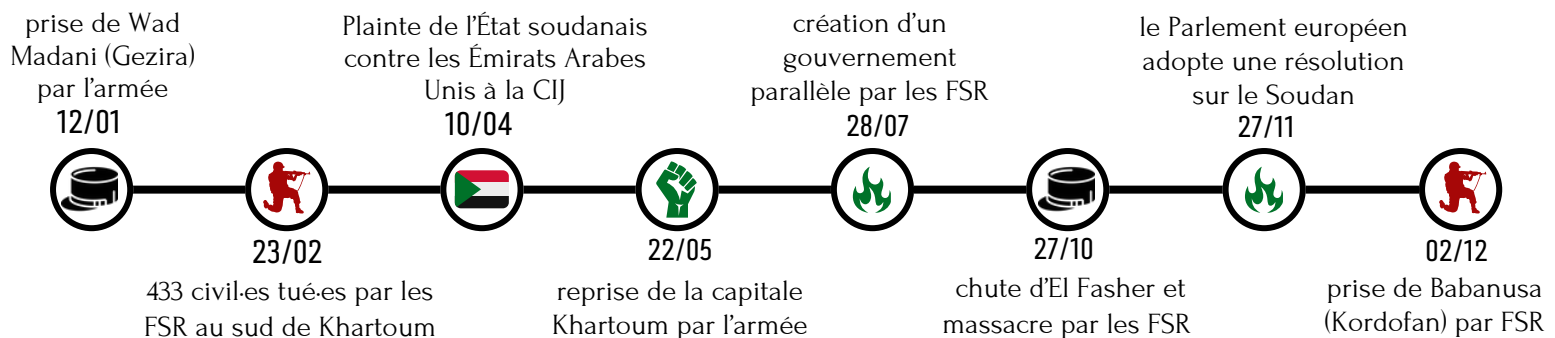
LE CONTEXTE DE LA GUERRE AU SOUDAN



Depuis avril 2023, la population soudanaise subit une guerre pour le pouvoir opposant l'armée soudanaise régulière dirigée par le général Al Burhan et les Forces de Soutien Rapide (FSR ou "Janjaweed"), une milice dirigée par Mohamed Hamdan Daglo dit "Hemedti" et créée par l'ancien dictateur Omar El-Béchir. Les deux parties sont accusées de violences sur les civil-es, mais les méthodes des FSR sont particulièrement brutales, utilisant famine, violences sexuelles, massacres ethniques, enlèvements, bombardements d'hôpitaux et de camps de déplacés, comme des armes contre la population. D'autres groupes armés existent : la plupart sont des groupes d'auto-défense populaire combattant aux côtés de l'armée régulière. Des puissances étrangères sont responsables de l'escalade de la violence en alimentant les deux armées en armes et en soldats (voir p. 3).

Le Soudan vit la plus grande crise humanitaire du monde, avec 9 millions de déplacé-es internes et 4,3 millions de réfugié-es ayant fui le pays. En 2025, les initiatives locales de soutien de la population ont été particulièrement mises en difficulté, avec l'arrêt de centaines de cuisines communautaires face à une désertion de l'aide humanitaire internationale. C'est aussi une année marquée par la famine (21 millions de Soudanais-es souffrent d'insécurité alimentaire aigüe) et les épidémies, dans un contexte d'effondrement des services publics.

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN 2025



Khartoum & Gezira.

En janvier 2025, l'armée lance une offensive dans l'état de Gezira et reprend le contrôle de Wad Madani, suivie d'une série de victoires dues à la résistance des populations, la perte de chefs chez les FSR, leur manque de formation et d'équipement militaire. Le 23 mars, l'armée reprend le palais présidentiel de Khartoum, un changement significatif dans l'équilibre de pouvoir et un symbole de victoire.

Port-Soudan.

Le 4 mai, l'usage du drone par les FSR transforme la guerre en bombardant la ville de Port-Soudan, une des dernières villes considérée comme "sûre", refuge de milliers de personnes et siège du gouvernement soudanais. Les attaques visent les dépôts de carburant et l'aéroport de Port-Soudan.

Darfour - El Fasher.

Le siège d'Al Fasher par les FSR s'intensifie à partir de mars 2025. Les habitant-es subissent famine et attaques sur des zones résidentielles et les camps de déplacé-es comme Zamzam, où tout le personnel médical est tué le 10 avril. Après des mois d'alertes des comités de résistances, le 27 octobre, El Fasher tombe aux mains des FSR. Plus de 60 000 personnes sont massacrées et 150 000 personnes sont encore portées disparues.

Kordofan.

Après la prise d'El Fasher par les FSR, le Kordofan devient la ligne de front du conflit. La milice intensifie les attaques et assiège l'armée dans la ville de Babanusa. Les villes de Bara et Kalogi sont la cible de massacres, de viols et de bombardements d'écoles et d'hôpitaux.

En ce début d'année 2026, à Khartoum et dans les villes reprises par l'armée, la population civile entreprend un travail de reconstruction. Plus de 40 hôpitaux et 244 centres de santé ont rouvert dans la capitale. Le gouvernement dirigé par l'armée soudanaise y a officiellement réinstallé son siège. L'armée soudanaise prétend que la fin de la guerre est proche, la majorité du territoire étant sous son contrôle, et appelle les citoyen-nés exilé-es à revenir au Soudan.

La milice RSF cherche à imposer un contre discours présentant le territoire comme dangereux et non viable, à travers une stratégie de terreur et de destruction par drones. Malgré l'espoir d'une fin du conflit, les militant-es restent méfiant-es du retour de l'armée, craignant un rétablissement de la politique répressive et autoritaire d'avant le conflit.

LE SOUDAN, CHAMP DE BATAILLE DE L'IMPÉRIALISME GLOBAL

السودان ساحة معركة للإمبريالية العالمية

Loin d'être un conflit enclavé ou une "guerre civile" aux enjeux uniquement internes, la guerre au Soudan est alimentée par les intérêts de pays extérieurs qui cherchent à s'appropriier le territoire en le déstabilisant.

Les ressources telles que l'or, le pétrole, et la gomme arabique sont au cœur du conflit : les FSR, soutenus par les Émirats Arabes Unis, s'emparent des terres cultivables et riches en ressources dont le trafic illicite est utilisé par comme un moyen pour la milice de s'enrichir.

Tout d'abord, le conflit est alimenté par un commerce international d'armes : des rapports ont révélé que des composants militaires français et anglais ont été retrouvés dans des armes émiraties vendues aux Forces de Soutien Rapides. Les constructeurs d'armes se défont de toute responsabilité puisqu'ils ne vendent pas directement à la milice, mais aux Émirats. Quant aux forces armées soudanaises, elles s'approvisionnent en armes auprès de la Chine, de la Turquie et de l'Iran, et sont soutenues par la Russie en échange de l'accord d'établir une base militaire russe en mer Rouge.



Mine d'or au Soudan / Or soudanais de contrebande revendu à Dubaï

Un trafic de mercenaires considérable se déploie également au Soudan, avec des mercenaires colombiens recrutés par les Émirats et formés en Libye, mais aussi des soldats tchadiens, sud-soudanais, ukrainiens, russes, nigériens, maliens, et centrafricains, qui alimentent les rangs de la milice des Forces de Soutien Rapide.



Miliciens FSR et mercenaires colombiens armés par les Emirats Arabes Unis

Bien que de nombreux acteurs internationaux interviennent dans cette guerre, la carte suivante se focalise sur le rôle central joué par les Émirats.

DÉSTABILISER ET CONQUÉRIR : LE NÉCOLONIALISME ÉMIRATI AU SOUDAN

Une stratégie de destabilisation régionale

- Pays de la région impliqués dans la guerre au Soudan
- Darfour et Kordofan : régions occupées par les FSR et les milices alliées au 1er janvier 2026

- Bases militaires émiraties
- Guerres et/ou territoires contestés soutenus par les Emirats Arabes Unis
- Autres zones contestées

Alimenter le conflit en armes et en soldats

- Villes, ports et aéroports stratégiques
- Cargaisons d'armes, munitions, véhicules et essence destinées aux FSR (routes terrestres documentées par les ONG)
- Routes logistiques probables (voie aérienne ou maritime)
- Trajectoires des mercenaires étrangers recrutés par les EAU
- Hubs de regroupement et de formation des mercenaires
- Attaques par drones, destruction des infrastructures à Port-Soudan le 4 et 6 mai 2025.

Prendre la terre et piller les ressources

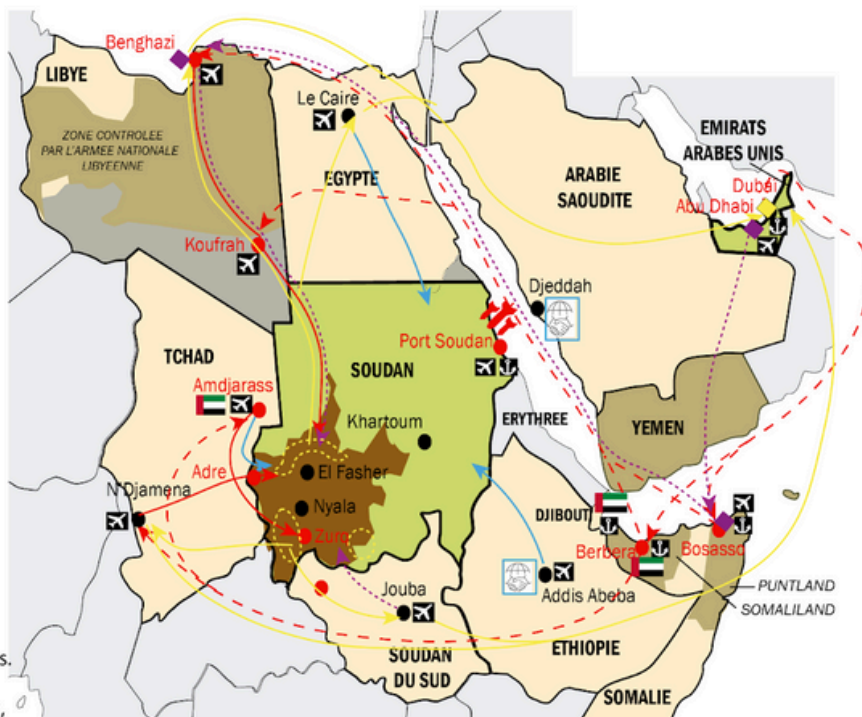
- Zones aurifères
- Exportation d'or en contrebande
- Or raffiné et exporté dans le monde entier comme «émirati»

Maintenir une façade diplomatique respectable

- 784 millions de dollars d'aide humanitaire financée par les Emirats et acheminée par des ONG internationales.



Participation active des Emirats aux négociations de paix, promotion officielle d'une «transition démocratique» au Soudan, relations avec les partis politiques civils alliés aux FSR.



Carte : Sudfa Media, 27/01/2026.

LE CONFLIT SOUDANAIS : UN RÉVEIL MÉDIATIQUE QUI NE ROMPT PAS LE SILENCE

الصراع السوداني: اهتمام إعلامي متأخر لا
ينهي الصمت.

Depuis le 15 avril 2023, le Soudan a sombré dans une guerre d'une extrême violence, et ce n'est qu'au moment de la prise de la ville d'El-Fasher par les milices que le conflit a refait surface dans l'agenda médiatique international. Ce réveil tardif a pris davantage la forme d'un sursaut ponctuel que d'un réel changement de regard. Interroger ce silence conduit à questionner le traitement médiatique du conflit soudanais, la hiérarchisation des crises, et les cadres de pensée coloniaux qui structurent encore la production de l'information.

Malgré l'ampleur de la guerre - l'une des pires crises humanitaires contemporaines - cette tragédie a longtemps été reléguée aux marges de l'actualité. Lorsque le Soudan est évoqué, c'est souvent à travers des formats courts, réduit à des chiffres de déplacés ou à des alertes humanitaires, sans mise en contexte politique ou historique. Cette couverture fragmentaire empêche de saisir la profondeur du conflit.

L'un des arguments invoqués pour justifier cette faible couverture de la guerre au Soudan est celui de sa complexité. Cette idée doit être contestée. Aucun conflit contemporain n'est simple, et le conflit soudanais n'est pas plus complexe qu'un autre : il est surtout moins expliqué. Le rôle fondamental des médias est précisément de rendre le réel lisible et intelligible, en le décomposant, en l'expliquant et le contextualisant. Un autre paradoxe apparaît : une part significative de la couverture consacrée au Soudan porte moins sur le conflit lui-même que sur le constat de son invisibilisation. Les médias multiplient les titres

sur l'oubli de la guerre soudanaise, dans une forme d'auto-critique sans conséquence. Le cas soudanais met en lumière la hiérarchisation implicite des conflits opérée par les médias internationaux. Toutes les guerres ne suscitent ni la même attention ni le même degré d'empathie. Cette hiérarchie s'inscrit dans une logique de racialisation des conflits et des peuples concernés.

Ce vide médiatique alimente un déficit structurel d'empathie. Tant que le Soudan restera relégué aux marges de l'actualité et n'apparaîtra que lors de pics humanitaires, sans continuité, il restera difficile de susciter un lien émotionnel durable avec la situation soudanaise. Parler du Soudan exige une véritable décolonisation du regard. Le conflit soudanais est trop souvent appréhendé à travers une grille de lecture paresseuse - guerre civile, chaos endémique, incapacité chronique à la stabilité politique. Ces récits, hérités de l'histoire coloniale, tendent à essentialiser la guerre et à dépolitiser les responsabilités régionales. Rompre avec ces narratifs implique de considérer davantage les voix soudanaises, journalistes, chercheurs, militants, artistes, qui portent la mémoire du pays et une connaissance située des aspirations populaires. C'est indispensable pour produire une information juste et incarnée.

Le bref retour du Soudan dans l'actualité a révélé des logiques structurelles persistantes. Rompre durablement ce silence exige une transformation profonde des pratiques médiatiques. À défaut, le Soudan continuera d'apparaître, puis de disparaître.

RÉSISTER SUR LE FRONT LES VOIX DES COMITÉS DE RÉSISTANCE

Tout au long du siège d'El Fasher, les comités de résistance n'ont cessé d'alerter le monde qu'un génocide était en cours. Leurs communiqués forment un véritable journal de bord du siège, mais aussi une ode poétique à la résistance. Voici leur texte du 28 août :



Femmes dans la résistance armée au Darfour.

“Au peuple qui tient bon : El Fasher est le symbole du Darfour tout entier, une des façades de la lutte nationale. De ses rues sont sorties les voix réclamant la liberté ; sur son sol sont tombés des martyrs, et dans ses ruelles est née l'âme de la résistance. Malgré les tentatives acharnées des milices pour soumettre la ville par la force, les armes et la faim, la volonté populaire s'est révélée plus forte. Nous resterons ici ; nous ne laisserons pas notre terre tomber entre leurs mains, et nous ne livrerons pas notre ville au désastre. Nous ne sommes ni neutres, ni en marge, ni “entre les deux camps” : nous sommes du côté d'un État dont nous rêvons — un État digne de nos martyrs, une terre arrosée du sang des libres.

Nous défendons la dignité, la justice, le vrai salut — non pas une paix imposée par la force, mais une paix méritée par le sacrifice. Nous ne quitterons pas notre terre, nous ne nous rendrons pas, nous ne nous briserons pas. Nous portons le rêve dans nos cœurs, la justice dans notre cause et la fermeté dans nos positions. Nous croyons que la voix des peuples ne se tait pas devant la force et que les villes ne meurent pas tant qu'il y a des gens qui refusent de ployer. Nous croyons qu'El Fasher, malgré ses blessures, restera haute, la tête levée et libre. Nous resterons debouts jusqu'au dernier souffle, jusqu'au dernier coup, jusqu'à ce que la justice advienne dans ce pays.”

VIVRE EN RÉVOLUTION PERMANENTE : LA RÉSISTANCE À LA SOUDANAISE

العيش في ثورة دائمة: المقاومة على الطريقة السودانية

L'année 2025 a été marquée par le retour, ou plutôt la continuité sous d'autres formes, des mobilisations au Soudan, après leur interruption brutale provoquée par la guerre. Cette dernière constitue, dès l'origine, une guerre contre la révolution. Elle s'inscrit dans une stratégie mûrement réfléchie des forces contre-révolutionnaires. Après l'échec de la répression directe menée pour réprimer les manifestations à partir de décembre 2018, ces forces ont eu recours à une autre étape de leur stratégie : le coup d'État d'octobre 2021. Ce coup de force ayant été incapable d'étouffer durablement la mobilisation, la guerre a finalement été déclenchée comme un instrument plus radical et plus efficace pour briser la dynamique révolutionnaire et reconfigurer le champ politique par la violence.

La mobilisation révolutionnaire entamée en 2018 a été vécue par les Soudanais-es comme une source majeure d'espoir, porteuse de la promesse de résoudre les crises structurelles qui ravagent le pays depuis son indépendance. C'est cette espérance qui explique l'énorme énergie investie dans la mobilisation, ainsi que la participation massive de la population. Si la mobilisation dans ses formes classiques (manifestations, grèves, désobéissance civile, blocages, sit-in) a été interrompue par la guerre, d'autres formes de mobilisation ont émergé durant le conflit. Certain-es révolutionnaires ont pris les armes et formé des "brigades populaires" pour défendre leur ville face aux milices. Les "salles d'urgence" ou "chambres d'urgence" constituent une autre expression de l'engagement en temps de guerre. Ces structures de solidarité autogérées par quartier sont des héritières des "comités de résistance" ou "comités de quartier", connus pour leur radicalité et leur rôle déterminant durant la révolution.

Malgré la destruction du pays et la violence du conflit, la volonté de poursuivre la mobilisation demeure profondément ancrée dans l'esprit des Soudanais-es, en dépit d'un contexte marqué par les violations massives des droits humains et une répression sanglante. Les "salles d'urgence" portent une vision révolutionnaire, même si cet objectif est souvent dissimulé derrière un cadre humanitaire, par nécessité d'adaptation aux contraintes du terrain et au contexte socio-politique. Elles témoignent ainsi d'une flexibilité stratégique et d'un fort ancrage dans le réel, plutôt que d'un attachement à un projet politique rigide et dogmatique.



Cantine solidaire des "salles d'urgence".

Les "salles d'urgence" se sont principalement mobilisés auprès des populations restées dans leurs quartiers et leurs maisons, refusant de partir afin que la guerre n'efface pas l'histoire des voisinages et des solidarités locales. Cette volonté de faire face collectivement aux difficultés illustre une logique où la solution collective est privilégiée. Elle révèle également la force de l'esprit de solidarité entre camarades construit par des liens de proximité territoriale, ces collectifs révolutionnaires s'étant construits dès l'origine à partir d'un engagement local. Tout au long du conflit, les "salles d'urgence" ont constitué un dispositif crucial de soutien à une population largement délaissée par les ONG internationales. Leur présence permanente a offert aux organisations révolutionnaires (collectifs féministes, groupes de résistance populaire et comités de résistance) un

espace de coopération, de construction de solidarités militantes et d'expérimentation politique. Loin de les affaiblir, l'épreuve de la guerre semble avoir renforcé les liens militants et les formes de camaraderie politique.

L'esprit révolutionnaire s'exprime également à travers le travail de documentation des crimes de guerre et de la répression violente exercée contre les révolutionnaires. Les militant-es sur le terrain collectent des preuves sur ces crimes commis par l'armée et les milices, sans oublier ceux perpétrés lors de la mobilisation révolutionnaire pour lesquels justice n'a toujours pas été faite.

Avec les récentes victoires de l'armée soudanaise, l'État tente de réaffirmer son contrôle sur les espaces publics, notamment ceux investis par les chambres d'urgence. Le nouveau défi est donc de lutter contre la tentative de récupération par l'État des espaces d'auto-organisation que les révolutionnaires avaient transformés, par leurs activités, en lieux de confiance et de respect auprès de la population. Les collectifs révolutionnaires se sont également engagés dans la réhabilitation des infrastructures de proximité, des hôpitaux, des écoles et d'autres services publics.

Le retour des mobilisations de rue en décembre 2025, à l'occasion du septième anniversaire de la révolution soudanaise, a confirmé que, malgré les effets destructeurs de la guerre, la mobilisation collective demeure un choix partagé, au-delà des divergences.



Cortèges pendant la révolution de 2018.

CINQ FIGURES DE LA MOBILISATION POPULAIRE EN TEMPS DE GUERRE

خمس شخصيات من الحراك الشعبي في زمن الحرب

Muammar Ibrahim, le journaliste infatigable d'El-Fashir

Muammar Ibrahim, âgé d'une trentaine d'années, est l'un des très rares journalistes à être resté dans la ville d'El-Fasher durant le siège imposé par la milice des Forces de soutien rapide (FSR) pour assurer une couverture médiatique quotidienne de la situation sur place. Alors que la plupart des journalistes avaient quitté la ville, Muammar était devenu l'une des dernières voix pour raconter et documenter le siège. Les jours précédant la prise de la ville par la milice, son état de santé s'était fortement dégradé à cause de la famine, inquiétant les personnes qui suivaient sa page Facebook, sur laquelle il partageait chaque jour les nouvelles locales de la guerre. Comme l'ensemble de la population assiégée d'El Fasher, il n'avait plus rien à manger, témoignant que les habitant-es étaient réduits à consommer la nourriture des animaux. Connu pour sa voix critique envers la milice des FSR et ses dénonciations répétées des crimes commis contre les civils, il a été enlevé par les miliciens le jour de la prise d'El-Fasher par les milices FSR. Depuis ce jour, il demeure détenu par la milice, malgré les appels à sa libération lancés par le syndicat des journalistes soudanais, par sa famille et par les Soudanais-es du monde entier. L'histoire de Muammar Ibrahim est celle d'un journaliste profondément engagé aux côtés de son peuple, qui a choisi de rester et de témoigner, au prix de sa liberté, et de sa vie.



Iwa', la grande soeur de Bahri

Iwa' est une militante originaire de Bahri (nord de Khartoum). Depuis le début de la guerre, elle s'est engagée dans son quartier, Al-Mazad, pour organiser et assurer l'approvisionnement en eau des habitant-es, préparer et distribuer de la nourriture avec d'autres femmes de son quartier. Mais surtout, elle a ouvert un espace d'accueil pour les enfants de quartier, afin qu'ils-elles puissent se retrouver, jouer, échapper à la violence des combats, et y trouver un semblant de vie normale, d'enfance et de paix. Elle en profitait pour les aider à apprendre à lire, écrire et compter. Pour beaucoup d'enfants de ce quartier, Iwa', qui avait perdu ses propres parents, était devenue leur grande sœur.

Lors de l'occupation du quartier par les milices FSR, elle a dénoncé les agissements des milices, mais aussi les pillages et intimidations d'habitants qui profitaient du chaos de la guerre pour s'enrichir. Sur les ordres de l'un d'eux, elle a été arrêtée et emprisonnée, début août 2025. A l'issue d'un procès expéditif durant lequel les habitant-es d'Al-Mazad furent empêché-es d'entrer pour témoigner (certain-es étant arrêté-es et emprisonné-es à leur tour), elle a été condamnée à la peine de mort. Depuis, les habitant-es de son quartier et les internautes, se mobilisent autour du hashtag « Justice pour Iwa », pour exiger sa libération. L'histoire d'Iwa est l'histoire d'une résistante, engagée auprès de son quartier, qui a refusé de se taire face à ceux qui profitent de la guerre, victime de la corruption du pouvoir.



Hanadi Al-Nour, infirmière et combattante d'El-Fasher

Hanadi Al-Nour Dawoud Jumaa, aussi surnommée « Bint El Fasher » (la fille d'El Fasher) était une jeune infirmière ; originaire de la ville d'El Fasher, au moment de la guerre, elle s'est engagée au sein des « groupes de défense populaire », aux côtés des forces armées soudanaises et de leurs alliés pour faire face aux atrocités commises par la milice FSR. Le fait qu'elle ait choisi de prendre les armes comme d'autres femmes, a participé à remettre en question certaines représentations conservatrices des femmes soudanaises, selon lesquelles les femmes seraient des victimes « passives » de la guerre. Très courageuse,

elle était doublement engagée en combattant mais aussi en intervenant en tant qu'infirmière et médecin pour protéger et soigner les déplacé-es du camp de Zamzam, l'un des plus grands du Darfour. Elle prodiguait des soins médicaux d'urgence, dans un contexte de pénurie de médicaments et d'attaques constantes et violentes de la part des milices.

Hanadi a été tuée le 13 avril 2025 par la milice des FSR lors de l'attaque du camp de déplacés de Zamzam. Dans un contexte où la milice cible particulièrement les femmes par les viols, l'esclavage, la détention arbitraire et de multiples formes de violences, son parcours symbolise la résistance, le courage et le prix payé par les femmes soudanaises dans cette guerre.

Rezga, le roi du sourire

« Rezga, le roi du sourire » est le surnom d'un homme devenu célèbre pour ses vidéos sur Facebook. Pourtant, on le voit souvent ridé et fatigué, portant sur son visage les traces visibles de la guerre et la responsabilité qu'il a endossé, avec d'autres, pour aider les siens. S'il est appelé ainsi, c'est parce qu'il œuvre pour redonner le sourire aux autres.

Son histoire commence avec le début de la guerre, qui lui a coûté son emploi. Il décide alors de s'engager pour venir en aide aux gens qui ont moins que lui en créant une cantine solidaire. Rezga, honnête et simple, gagne une grande popularité. Il publie régulièrement des vidéos sur ses réseaux sociaux où il filme le quotidien de la cantine. Cette démarche lui permet de gagner la confiance du public, en particulier celle de la diaspora soudanaise, qui lui envoie des dons pour soutenir sa cantine.

Aujourd'hui, Rezga gère des cantines solidaires avec l'aide de centaines de bénévoles. Si son histoire et sa cantine sont devenues virales, c'est parce qu'il incarne une nouvelle approche du militantisme communautaire et humanitaire, fondée sur la solidarité locale, le respect de la dignité des populations concernées, dans l'esprit des chambres d'urgence qui se sont multipliées au Soudan depuis le début du conflit. Son histoire reflète celle de nombreux-ses citoyen-nés ordinaires, mobilisé-es pour faire face à la crise grâce à l'entraide entre diaspora et personnes sur le terrain, utilisant les réseaux sociaux pour relayer et amplifier les initiatives de lutte et de solidarité.



Ranya Talib, guérir les femmes de Kadogli

Ranya Talib, une militante féministe originaire du Kordofan, était en études universitaires à Khartoum lorsque la guerre a éclaté. Avec un groupe d'autres femmes, elle a créé une « chambre d'urgence féministe », à Kadogli, dans la région des monts Nouba au Kordofan du Sud. Cette ville a été assiégée pendant deux ans et a été sujette à de nombreuses attaques militaires, notamment aériennes, et une grande famine. Aujourd'hui, Ranya gère la coordination entre la chambre d'urgence féministe et la chambre d'urgence centrale de Kadogli (seule source d'approvisionnement d'aide depuis le départ de toutes les ONG). Ces deux entités organisent la préparation et la distribution de repas pour les patient-es, les équipes et les militants bénévoles de l'hôpital de Kadogli, qui est un des deux seuls hôpitaux qui fonctionne encore dans la région.

La chambre d'urgence féministe que Ranya a co-fondé, en plus de s'occuper des distributions alimentaires, organise des distributions de protections hygiéniques et autres choses nécessaires au quotidien des femmes, et anime également des groupes d'entraide communautaire, de parole collective et de guérison, à destination des femmes déplacées et survivantes de violences sexuelles.

LA PAIX, UN TERRAIN DE LUTTE POLITIQUE

السلام، ساحةُ صراعٍ سياسي

Le cas soudanais est une illustration tragique mais éclairante de la manière dont la paix, censée être un instrument de justice et de réparation, est de plus en plus utilisée comme un moyen d'échapper, de consolider la domination et de perpétuer des rapports de pouvoir violents.

Alors que la guerre et les déplacements de population au Soudan se sont intensifiés depuis le 15 avril 2023, toutes les tentatives de négociation d'un cessez-le-feu et d'une trêve humanitaire ont échoué. Ces négociations sont dominées par des acteurs extérieurs — comme l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et les États-Unis — et sont entourées de secret, excluant le peuple soudanais, qui est le premier concerné. Les médiateurs des parties belligérantes agissent comme intermédiaires pour obtenir de l'or, de la gomme arabique et des bases navales en mer Rouge en échange d'armes et de silence. De son côté, la "communauté internationale" n'a pris aucune décision sérieuse pour mettre fin à la guerre ou imposer un embargo sur les armes, et les timides mesures adoptées n'exercent aucune pression réelle pour protéger la population soudanaise.

Actuellement, le pays est territorialement divisé et les FSR ont créé un gouvernement parallèle, nommé "Ta'asis", basé à Nyala, qui prétend concurrencer l'Etat soudanais. Ce gouvernement illégitime n'est pas reconnu par la communauté internationale, mais il bénéficie d'un soutien diplomatique de pays étrangers. Parallèlement, l'Alliance Sumoud (issue des Forces de la liberté et du changement qui formaient le précédent gouvernement de transition) s'implique dans les pourparlers de paix et se présente aux yeux de la communauté internationale comme les

porte-paroles de la "société civile" soudanaise. Mais elle est composée d'élites technocrates qui ont perdu toute légitimité aux yeux de la population soudanaise suite à l'alliance qu'elles ont formé avec les FSR. Pour beaucoup de Soudanais-es, cette alliance, appréciée des pouvoirs occidentaux, représente le visage "respectable" des FSR et constitue une menace pour l'émancipation du peuple soudanais.

Penser la paix au Soudan aujourd'hui exige une vigilance particulière. La paix, censée être un instrument de résolution des conflits, de justice et de traitement des causes profondes de la guerre, peut aussi devenir un outil de domination. Sous couvert de paix, certaines forces cherchent non pas à mettre fin aux violences, mais à échapper à la justice et à maintenir des rapports de pouvoir inchangés.

La stratégie des FSR et de leurs alliés consiste à se présenter comme défenseurs de la paix tout en accusant l'armée nationale de refuser le dialogue, alors même que la milice déforme profondément le sens même de la paix en poursuivant des pratiques de violence et de prédation en toute impunité. Cette stratégie est renforcée par une propagande médiatique intense pilotée par les Émirats Arabes Unis sur les réseaux sociaux, dont l'objectif est de redorer l'image de la milice. Aucune paix durable n'est possible avec une milice accusée de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de viols, de génocides et de multiples atrocités.



Après plus de trois ans de guerre, une question centrale se pose aujourd'hui : quel prix les Soudanais-es doivent-ils et elles payer pour mettre fin à ce conflit, et de quelle paix parle-t-on ? Avec qui, et au bénéfice de qui ? Dans ce contexte, la question de la paix devient un terrain de lutte politique et les slogans comme "Non à la guerre" sont parfois lourds d'ambiguïté.

Une paix véritable ne peut être dissociée des trois piliers de la révolution soudanaise : la liberté, la justice et la dignité. Les comités de résistance ont développé une "vision révolutionnaire" pour poser les conditions d'une sortie de guerre, notamment le démantèlement des milices et la poursuite en justice des auteurs de violations et crimes de guerre. La charte abordait également la nécessité de refonder une armée unique, et le démantèlement du système économique néocolonial.

Cette exigence est aujourd'hui partagée par une large partie de la société soudanaise. Le seul espoir réside dans la capacité des Soudanais-es eux-mêmes à construire une solution partant de la base pour mettre fin à la guerre. C'est d'ailleurs ce qui est en train de se produire — certes lentement — au regard de la mobilisation de la société civile, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.



Cortèges pendant la révolution de 2018 à Khartoum.

TISSER DES LIENS DE SOLIDARITÉ TRANSNATIONALE EN EXIL

نسيج روابط التضامن العابر للحدود في المنفى

Partout à l'international, des collectifs d'exilé-es soudanais-es se mobilisent pour lutter contre l'invisibilisation médiatique, porter la voix des victimes de la guerre et dénoncer les complicités étrangères. Les Soudanais-es de la diaspora créent des infrastructures humanitaires qui viennent combler le vide créé par l'absence d'ONG internationales, comme le fait l'association SAPA née aux États-Unis qui reconstruit les hôpitaux détruits au Soudan.

Chaque mobilisation a pris une forme particulière en convergeant avec des questions qui sont prioritaires dans le contexte où elles ont lieu. Au Royaume-Uni, la complicité actuelle du pays dans la guerre au Soudan est abordée comme un héritage de la colonisation britannique en mettant en avant la question des réparations. Aux États-Unis, de nombreux-ses militant-es analysent l'indifférence occidentale vis-à-vis de la guerre au Soudan au prisme du racisme anti-noir-es, inscrivant leurs revendications dans le slogan "Black Lives Matter".



Manifestations au Royaume-Uni contre la guerre.

En Allemagne, le collectif Sudan Uprising Germany se mobilise pour transmettre l'héritage révolutionnaire du Soudan, dans une vision internationaliste et en lien avec d'autres diasporas. Il dénonce également le racisme des politiques migratoires européennes, luttant contre les centres de rétention et les déportations d'exilé-es.



Manifestations au Royaume-Uni pendant la révolution.

En Grèce, le collectif Mataris essaye lui aussi de faire connaître la révolution soudanaise tout en se mobilisant activement contre les politiques migratoires et la criminalisation massive des migrant-es en Crète, où des jeunes hommes arrivant en bateau depuis la Libye, faussement accusés d'être des "passeurs" sont injustement emprisonnés. A Bruxelles, le collectif "Sudan Solidarity Collective", qui s'inspire des modes d'action des comités de résistance, a ouvert un local "Al-Rakuba" pour organiser des cantines solidaires et des événements de solidarité avec le Soudan, et se mobilise en soutien au mouvement squat et pour l'accès au logement des personnes immigrées précarisées.

Face à la situation humanitaire très difficile dans laquelle se trouvent les exilé-es dans les pays voisins du Soudan, des initiatives d'entraide se développent, comme les écoles bénévoles de l'association Durmongaa au Tchad pour permettre aux enfants d'avoir accès à l'éducation dans les camps de réfugié-es, ou les centres communautaires soudanais en Égypte.

Au Maroc, des demandeur-euses d'asile Soudanais-es ont manifesté tout le mois de janvier 2026 devant le siège du HCR à Rabat pour réclamer des conditions d'accueil et de vie dignes.

L'Afrique de l'Est reste un centre important pour la vie militante, culturelle et intellectuelle soudanaise en exil. Beaucoup de médias militants

ont leurs bureaux au Kenya ou en Ouganda d'où ils essayent de visibiliser l'actualité soudanaise et de promouvoir la paix. Des centres culturels comme le Development Hub tentent de préserver des espaces de débat démocratique, ainsi que de faire vivre l'art et la culture soudanaise en exil.



Projection au centre Salaamedia à Kampala.

Après la chute d'El Fasher, des manifestations rassemblant des centaines de personnes ont eu lieu partout dans le monde, créant une convergence entre différentes générations de l'immigration soudanaise. Mais cette mobilisation fait également face à une forte répression, notamment aux Émirats Arabes Unis où l'on a assisté à l'emprisonnement de plusieurs militant-es soudanais-es qui ont essayé de dénoncer l'implication des Émirats dans le génocide en cours au Soudan. Partout dans le monde, les luttes des Soudanais-es pour leur propre libération tissent des liens avec celles d'autres peuples, montrant la puissance de la solidarité transnationale et portant le message d'une émancipation collective des peuples face aux régimes autoritaires, à l'impérialisme et aux violences racistes et coloniales à travers le monde.



Manifestations devant le siège du HCR à Rabat.

LE SOUDAN À LA CAN 2025 : QUAND LE FOOTBALL DÉFIE LA GUERRE

السودان في كأس الأمم الإفريقية 2025: عندما تتحدى كرة القدم الحرب



L'équipe nationale du Soudan.



Aamir Abdallah.



Mohamed Abou Agla.

Petite histoire du football soudanais

En 1957, le Soudan, l'Égypte et l'Éthiopie décident de créer une compétition de football uniquement pour les pays africains, excluant d'office l'Afrique du Sud, enlisée dans l'apartheid. Dans une Afrique contrôlée par la main visible et invisible des puissances coloniales, qui voient d'un mauvais œil l'émancipation des pays africains hors de leur emprise, ces nations fondent leurs propres institutions et compétitions.

La sélection soudanaise, surnommée "les Crocodiles du Nil" ou "les Faucons de Jediane", dispute son premier match officiel en novembre 1956 contre l'Éthiopie, onze mois après l'indépendance. Le Soudan organise la première édition de la CAN en 1957 un an après l'indépendance, et remporte son unique titre en 1970 à Khartoum, battant le Ghana en finale.

Mais le football soudanais a subi de lourdes dégradations. Le 24 avril 1976, le président Jaafar Nimeiri dissout tous les clubs et fédérations sportives sous prétexte d'incidents de hooliganisme. En 2017, la FIFA suspend les activités footballistiques, dénonçant l'ingérence de l'État. Le pays qui avait dominé le football africain sombre dans l'oubli.

Le sport sous les balles

En avril 2023, Ammar Tayfour, joueur de l'équipe nationale, entend des coups de feu depuis sa chambre d'hôtel à Khartoum. Il retourne se coucher, pensant au match du lendemain. Quelques heures plus tard, des hommes armés encerclent l'établissement. Tayfour n'imaginait pas que ces tirs marquaient le début d'une guerre qui coûterait la vie à des dizaines de milliers de personnes.

"Nous les avons vus depuis les fenêtres, armés, tirant sur les avions de l'armée", confie-t-il à l'Associated Press. L'équipe reste assiégée deux jours, avec des provisions qui s'épuisent. Depuis, toute activité sportive a cessé dans le pays.

Le Soudan étant très centralisé, toutes les instances administratives liées au football étaient gérées depuis Khartoum. Les trois clubs les plus prestigieux (Hilal, Merikh, Maourada) y sont basés. Les combats dans la ville entre l'armée et les FSR ont obligé les clubs disposant de moyens financiers à déménager vers l'est et le nord du pays. Les autres ont gelé leurs activités. Des joueurs se sont exilés en Libye, des clubs ont participé à des championnats en Mauritanie et au Rwanda, Al-Hilal remportant le championnat mauritanien. En 2024, la Fédération soudanaise organise une Ligue d'élite avec huit clubs, durant un mois seulement.

Une qualification miraculeuse

Malgré tout, les Faucons de Jediane se qualifient pour la CAN 2025, battant le Ghana et l'empêchant d'accéder au tournoi. Pour de nombreux-ses Soudanais-es, l'équipe devient un symbole d'espoir, d'unité, une échappatoire aux horreurs de la guerre. Mohamed Abou Agla, joueur de la sélection, déclare les larmes aux yeux : "La guerre a tué énormément d'innocents, comme mon oncle malade que nous n'avons pas pu faire soigner car les hôpitaux étaient détruits. Gagner des matchs apporte du bonheur à notre peuple."

L'équipe se qualifie pour le deuxième tour en tant que meilleur troisième de son groupe, malgré les blessures : capitaine, gardien titulaire, trois attaquants et un latéral absents. En huitième de finale contre le Sénégal, futur vainqueur, le Soudan livre son meilleur match. Aamir Abdallah ouvre le score, mettant en difficulté les Sénégalais pendant 30 minutes. Mais l'équipe sénégalaise, composée de véritables techniciens expérimentés dans la gestion tactique, renverse le match. Le Soudan perd 3-1, mais sort la tête haute. Les Crocodiles du Nil ont prouvé qu'au milieu des ruines, le football reste debout, portant l'espoir d'un peuple qui refuse de disparaître.

ART, GUERRE & MEMOIRE

INTERVIEW AVEC ESRA RAHAMA

Esra Rahama est une artiste soudanaise, installée en France. Elle peint des visages qui explorent les expériences vécues, les émotions et la capacité à survivre.



© Esra Rahama

Quels messages portent ton art ?

J'utilise l'art pour peindre l'angoisse, comme vérité profonde de notre existence, pour exprimer des enjeux de justice sociale et culturelle. J'ai un intérêt particulier pour les études postcoloniales et les intersections entre les sciences humaines et les études mémorielles. Comment naît et se transforme notre mémoire des lieux, des choses, des événements ? Comment, face aux crises, pouvons-nous renouer avec la mémoire ? Ce qui se passe aujourd'hui au Soudan, en Palestine ou dans tout pays en guerre, est indissociable du système mondial, marqué par une liberté de circulation restreinte, une justice entravée et une résurgence du fascisme. Nous sommes à la fois tributaires de cet environnement et capables de l'influencer.

Pour toi, quel est le sens de l'art, en temps de guerre ?

L'art peut raconter des histoires capables de susciter des émotions, d'amorcer des conversations, politiser les problèmes et donner la parole à cell-eux dont la voix a été réduite au silence. Les artistes utilisent leurs outils pour aider les individus à exprimer leur réalité et à transmettre leurs problèmes, avec toujours une tension - car l'artiste qui exprime la réalité des autres masque aussi leurs voix par la sienne. En temps de guerre, il existe toujours un visage caché et réduit au silence, dont le droit à la parole est bafoué. Les sociétés et les individus qui se dressent les uns contre les autres - cela rejoint l'idée de nécropolitique

d'Achille Mbembe, où le système détermine qui vit et meurt afin d'assurer la continuité du pouvoir et du contrôle.

Comment l'art aide-t-il les luttes ?

La révolution a approfondi le rôle de l'artiste dans la société et la place de l'art dans la sphère sociale et l'espace public. Elle a cassé la conception élitiste de l'art. L'art est descendu dans la rue, là où il est né, il a été un moyen de réclamer la justice sociale. Des peintres ont réalisé des fresques sur les murs des rues de Khartoum, des poètes ont déclamé leurs textes dans les manifestations... Lors de la révolution, l'art a également permis d'explorer et de démanteler les stéréotypes liés au patriarcat, aux régionalismes, au racisme. L'art est un gardien de cette révolution, de sa parole, et de sa mémoire.

L'art est un outil qui a toujours terrifié les puissants, car les artistes révèlent au grand jour les projets coloniaux qui sous-tendent les guerres. Au Soudan, de nombreux styles artistiques traditionnels et modernes étaient marginalisés, réprimés, par le pouvoir central. Beaucoup craignaient que cette mémoire ne disparaisse. Le pouvoir, en s'attaquant à l'art, s'attaque à la mémoire collective. C'est aussi un des aspects de la guerre. Beaucoup d'attaques ont été menées contre des bibliothèques et musées, la majorité des œuvres et fresques révolutionnaires ont été détruites. Le pouvoir a peur de l'art, parce que l'art ouvre une brèche, l'art porte une mémoire.

LUTTER CONTRE L'EFFACEMENT

LES ARCHIVES SOUDANAISES FACE A LA GUERRE

11

La violence du régime d'Omar El-Béshir, au-delà de la répression brutale, a également opéré à travers la négligence du patrimoine culturel du pays, ce qui a conduit à la détérioration des archives cinématographiques soudanaises. Le coup d'État militaire de 2021, puis la guerre qui a éclaté le 15 avril 2023, ont porté brutalement atteinte à la préservation de ces archives.

En plus des nombreuses destructions provoquées par les combats, les FSR ont procédé méthodiquement au pillage et à la destruction de tous les lieux de patrimoine culturels, notamment les musées et les archives nationales. À travers la destruction des archives soudanaises, les milices s'attaquent à la mémoire et à l'identité même du pays.



Image d'archive, affiche du film "Heroic Bodies".

Pour Sara Soliman, réalisatrice du film féministe Heroic Bodies : « La guerre nous a fait prendre conscience de l'importance des archives et l'importance de la documentation. Dans cette guerre, les FSR détruisent les musées, détruisent les archives nationales, détruisent les archives télévisées du ministère de la culture et de l'information... On a l'impression que c'est une guerre contre l'identité. Être menacé-es de perdre notre identité, qui nous sommes, est une question essentielle pour nous. C'est pourquoi il faut que l'on contre-attaque. Nous avons une diversité extraordinaire, une histoire extraordinaire, nous ne pouvons pas perdre cela. Nous devons nous défendre et les empêcher de nous effacer de l'univers. »

GIDDAM ! - JUSQU'AU BOUT !

UN FILM DOCUMENTAIRE SUR LES LUTTES DES SOUDANAIS·ES EN EXIL

En avril 2025, nous avons commencé la diffusion du premier film produit par Sudfa Media, "Jusqu'au bout ! - ! قدام", co-réalisé par Hamad Gamal et Sarah Bachellerie. Plus de 35 projections ont eu lieu un peu partout en France et à l'étranger en 2025, et le film continue de tourner en 2026. Pour organiser une projection, n'hésitez pas à nous contacter par mail.

Alors qu'éclate la révolution soudanaise de 2019, Hamad, réfugié soudanais en France, se mobilise depuis son exil à Lyon pour soutenir la révolution. Il cherche à raconter l'histoire politique du Soudan à travers l'histoire des mouvements étudiants, et part à la rencontre de Soudanais·es exilé·es en France de différentes générations, originaires de différentes régions du Soudan, pour qu'ils et elles témoignent de leur parcours d'engagement dans les universités soudanaises en opposition à la dictature.

Au cours du tournage du film, Hamad, Essam, Rashida, Mussab, Ismaïl et Khansa voient leur pays se soulever pour la liberté et la démocratie, puis s'effondrer à nouveau lors du coup d'État militaire d'octobre 2021. Traversé·es par les sentiments d'espoir, puis de peur, de colère, d'inquiétude et d'impuissance, ils et elles tentent de se remobiliser depuis la France, essayant de faire vivre la révolution depuis l'exil. Puis la guerre

éclate, et tous les espoirs de construire un pays démocratique semblent s'effondrer. Il ne reste alors, de la révolution, que les liens de camaraderie, et la volonté de garder vivante la mémoire de ces luttes, pour les sauver de la destruction.

Malgré les difficultés et les doutes, les personnages continuent de se réunir et de débattre, pour imaginer un avenir meilleur pour leur pays. Lors de ces moments collectifs renaît la joie d'être ensemble, et depuis l'étranger, résonnent à nouveau, les slogans de luttes et chants d'espoir.



COMPTES A SUIVRE



Sudfa Media (FR)
@sudfa.media
<https://sudfa-media.com>
<https://blogs.mediapart.fr/sudfa>



Sound of Sudan (FR)
@soundofsudan



Sara - BS on Blast (EN)
@bsonblast



Atar (EN/AR)
<https://atarnetwork.com>



Ayin Network (AR/EN)
@AyinSudan

NOUS SOUTENIR FINANCIÈREMENT



<https://tinyurl.com/SudfamediaaDons>

COMMENT SOUTENIR LES SOUDANAIS·ES ?

1

En restant informé·es sur la situation au Soudan, et en partageant les textes, images et vidéos sur les réseaux sociaux, ainsi que les pétitions.

2

En diffusant nos contenus : en partageant nos articles et posts sur les réseaux, en imprimant et distribuant la brochure...

3

En contribuant aux cagnottes lancées par les collectifs de terrain et la diaspora pour soutenir les "salles d'urgence".

4

En organisant des manifestations dans votre ville, et en participant aux événements organisés par les militant·es soudanais·es.

5

En organisant des événements pour informer et lever des fonds (concerts, expos, projection, etc. action (manifestation, campagne de soutien (projection,

6

En mettant à disposition des espace collectifs (café, bar, lieu associatif, fac) pour des événements sur le Soudan.

7

En organisant des événements croisés avec d'autres diasporas de pays en lutte.

8

En facilitant la mise en lien des militant·es soudanais·es avec des journalistes, des partis politiques, des associations de défense des droits humains...

Pour diffuser cette brochure, contacter des militant·es soudanais·es, organiser un événement ou une projection avec nous : sudfamedia@gmail.com